

INTERNATIONAL

En Allemagne, Olaf Scholz présente un accord de coalition placé sous le signe du « progrès »

Les libéraux obtiennent le portefeuille très convoité des finances, les Verts un grand ministère de l'économie, de l'énergie et du climat, ainsi que de ceux de l'environnement et de l'agriculture, tandis que le SPD décroche la défense, l'intérieur et la santé.

Par Thomas Wieder (Berlin, correspondant)

Publié aujourd'hui à 06h47 · Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Le gouvernement de coalition d'Olaf Scholz, à Berlin, le 24 novembre 2021. ODD ANDERSEN / AFP

Le changement dans la continuité : la formule vient spontanément à l'esprit pour décrire la transition en cours à la tête de l'Allemagne. Ce mercredi 24 novembre en aura été la parfaite illustration. Le matin, Angela Merkel (CDU) présidait son dernier conseil des ministres. Pour l'occasion, son vice-chancelier, Olaf Scholz (SPD), lui a offert un bouquet de fleurs en la remerciant chaleureusement pour ses seize années d'« *engagement infatigable* » à la tête du pays. L'après-midi, le même Olaf Scholz tenait une conférence de presse pour présenter le « contrat de coalition » qui servira de feuille de route au gouvernement dont il prendra les rênes lorsqu'il sera élu chancelier par le Bundestag, vraisemblablement dans la semaine du 6 décembre.

Long de 177 pages, ce « contrat de coalition » a pour titre : « Oser plus de progrès ». Un clin d'œil au slogan de Willy Brandt (SPD) qui, en 1969, s'était fait élire chancelier sur la promesse suivante : « Oser plus de démocratie ». Un demi-siècle plus tard, Olaf Scholz place donc lui aussi son mandat sous le signe de l'audace, allant jusqu'à promettre, avec une emphase qui lui est peu habituelle, « *la plus importante modernisation de l'industrie allemande depuis plus d'un siècle* ». A y regarder de près, cependant, le gouvernement qu'il dirigera avec les Verts et le Parti libéral-démocrate (FDP) – une première en Allemagne – ne devrait pas rompre fondamentalement avec la politique d'Angela Merkel. Sauf peut-être sur le plan sociétal avec la décision de légaliser le cannabis, qui sera mis en vente

« dans les magasins agréés » afin d'en « contrôler la qualité, d'empêcher la distribution de substances contaminées et de protéger la santé publique ».

Lire aussi : [La revanche d'Olaf Scholz, le mal-aimé du SPD](#)

Symbole de cette continuité : le ministère des finances. Partisans d'une révision du « frein à la dette », principe inscrit dans la Constitution depuis 2009 et qui interdit à l'Etat fédéral de s'endetter à plus de 0,35 % du produit intérieur brut, les Verts rêvaient de décrocher ce portefeuille. Il sera finalement confié aux libéraux, défenseurs d'une stricte orthodoxie budgétaire. Sous la houlette de leur président, Christian Lindner, qui devrait s'installer dans le bureau occupé depuis 2018 par Olaf Scholz, l'Allemagne prévoit de retrouver des comptes publics à l'équilibre dès 2023, après s'être affranchie du « frein à la dette » pendant trois ans en raison de la pandémie de Covid-19.

Salaire minimum à 12 euros

S'ils ont réussi à empêcher l'instauration d'un impôt sur la fortune, réclamé par les sociaux-démocrates et les écologistes, les libéraux ont toutefois dû faire des concessions. Sur le social, d'abord : comme l'avait promis Olaf Scholz pendant sa campagne, le salaire minimum passera ainsi à 12 euros bruts de l'heure (contre 9,60 euros actuellement) dès l'année prochaine. Sur l'économie, ensuite : si le FDP récupère le portefeuille des transports, obtenant au passage la non-instauration d'une limitation de vitesse à 130 km/h sur l'autoroute, les Verts ont en revanche obtenu un grand ministère de l'économie, de l'énergie et du climat, ainsi que ceux de l'environnement et de l'agriculture.

Sur ce plan, le prochain gouvernement allemand se veut particulièrement ambitieux. Il prévoit ainsi de sortir du charbon « *idéalement* » dès 2030, soit huit ans plus tôt que prévu. Il souhaite également que les énergies renouvelables représentent 80 % de la production d'électricité d'ici 2030, contre 45 % aujourd'hui. Enfin, le « contrat de coalition » stipule que 2 % du territoire allemand doivent être réservés aux éoliennes, soit environ deux fois plus qu'aujourd'hui.

Arrivés deuxièmes aux élections législatives du 26 septembre avec 14,8 % des voix (contre 25,7 % pour le SPD et 11,5 % pour le FDP), les Verts s'étaient plaints, ces deux dernières semaines, de ne pas voir leurs revendications suffisamment prises en compte par leurs partenaires. Ils avaient également menacé de faire durer les négociations plus longtemps que prévu afin de parvenir à un compromis acceptable à leurs yeux. Ils ont finalement respecté le calendrier annoncé, mi-octobre, par Olaf Scholz. Au final, les écologistes sont en effet plutôt bien servis. Outre le futur grand ministère de l'économie, de l'énergie et du climat, qui devrait revenir à leur coprésident, Robert Habeck, auquel est également promis le titre symbolique de vice-chancelier, les Verts ont obtenu les affaires étrangères (convoité par leur ex-candidate à la chancellerie Annalena Baerbock), la famille, la culture ainsi que le « *droit de proposer* » le nom du prochain commissaire européen choisi par l'Allemagne.

Lire aussi | [Le départ d'Angela Merkel, source d'inquiétude pour les Européens](#)

Silencieux sur la crise sanitaire

Le SPD, de son côté, cédera le ministère de la justice au FDP, mais il récupérera trois gros portefeuilles détenus par les conservateurs (CDU-CSU) dans la « grande coalition » sortante d'Angela Merkel : la défense, l'intérieur et la santé. Des trois, ce dernier est incontestablement le plus sensible aujourd'hui, alors que l'Allemagne est confrontée à une flambée sans précédent de l'épidémie de Covid-19 et que beaucoup reprochent à Olaf Scholz d'être resté très silencieux sur la question au cours des dernières semaines.

Lire aussi | [Covid-19 : l'Allemagne peine à élaborer sa réponse à la forte reprise épidémique](#)

Soucieux de répondre à ses détracteurs, le futur chancelier a réagi, mercredi, en consacrant les premières minutes de sa conférence de presse à la crise sanitaire. « *La situation est sérieuse* », a-t-il déclaré, en promettant de mettre en place à la fois une « cellule de crise », chargée de coordonner au quotidien les décisions prises par l'Etat fédéral et les Länder, et un « conseil d'experts », directement

rattaché à la chancellerie, comprenant des virologues, des épidémiologistes, des sociologues et des psychologues.

Promettant également de débloquer un milliard d'euros en faveur des personnels soignants, dont les syndicats ont annoncé plusieurs actions de grève ces derniers jours, Olaf Scholz s'est également prononcé, pour la première fois, en faveur de la vaccination obligatoire « *dans les établissements où se trouvent des groupes particulièrement vulnérables* ». Il n'est pas allé, en revanche, jusqu'à évoquer une éventuelle vaccination obligatoire pour l'ensemble de la population. Une mesure que commencent pourtant à réclamer plusieurs chefs de Länder, comme le Vert Winfried Kretschmann (Bade-Wurtemberg), le conservateur Markus Söder (Bavière) ou le social-démocrate Michael Müller (Berlin), à la tête de régions dont les hôpitaux sont au bord de la saturation.

Tirailé entre les écologistes, favorables à des restrictions plus drastiques, et les libéraux, opposés à la mise en place de nouvelles contraintes, Olaf Scholz avait jusqu'à présent évité de s'aventurer sur le terrain politiquement glissant de la crise sanitaire afin de ne pas compromettre la mise en place de sa coalition « feu tricolore ». Maintenant que celle-ci est sur pied, il doit donner le sentiment qu'il est prêt à prendre les commandes du pays. Tel était en réalité son objectif principal, mercredi, lors de sa conférence de presse. Un objectif que son futur vice-chancelier, Robert Habeck, debout à ses côtés lors de la présentation du « contrat de coalition », a résumé d'une phrase : « *Dans un moment où il y a tant d'inquiétude, de peur et d'incertitude, il est important d'envoyer un signal – ici sous la forme d'un document – de courage et de confiance. C'est un tel document que nous vous présentons aujourd'hui.* »

Thomas Wieder (Berlin, correspondant)

Services